

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

BANQUE DE NOUVELLE CALEDONIE « BNC »

Société anonyme au capital de 12 097 944 000 F.CFP
Siège social : 10, avenue du Maréchal Foch, Nouméa, Nouvelle-Calédonie
047 688 001 R.C.S. Nouméa.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Banque de Nouvelle Calédonie S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français tels qu'applicables en Nouvelle Calédonie, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.2 de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif au traitement des modifications d'hypothèses actuarielles dites « écarts actuariels ».

Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables :

Provisionnement des risques de crédit

Comme indiqué dans les notes 2.3.2, 3.9.2 et 5.8 de l'annexe aux comptes annuels, la Banque de Nouvelle Calédonie constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture à l'actif par des dépréciations déterminées sur base individuelle, et au passif, par des provisions destinées à couvrir des risques clientèle non affectés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Nouméa et Paris La Défense, le 9 mai 2017

Les commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Professional services KPMG Audit FS I
Claudine Billaux-Guinard Marie-Christine Jolys
Associée Associée

I.-BILAN ET HORS-BILAN

ACTIF

<i>en milliers de francs CFP</i>	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Caisses, banques centrales		7 643 774	10 802 084
Créances sur les établissements de crédit	3.1	60 014 411	34 167 623

Opérations avec la clientèle	3.2	224 092 292	215 567 997
Actions et autres titres à revenu variable	3.3	50 351	89 025
Participations et autres titres détenus à long terme	3.4	2 874 058	2 749 428
Parts dans les entreprises liées	3.4	192 348	192 348
Immobilisations incorporelles	3.5	808 126	746 536
Immobilisations corporelles	3.5	1 392 043	1 347 942
Autres actifs	3.7	1 056 971	1 443 284
Comptes de régularisation	3.8	2 717 460	2 713 336
TOTAL DE L'ACTIF		300 841 834	269 819 603
Hors bilan			
<i>en milliers de francs CFP</i>	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés			
Engagements de financement	4.1	32 711 128	30 596 584
Engagements de garantie	4.1	24 242 066	26 122 929

PASSIF

<i>en milliers de francs CFP</i>	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Banques centrales		0	17 144
Dettes envers les établissements de crédit	3.1	106 910 030	70 489 646
Opérations avec la clientèle	3.2	159 573 770	166 981 373
Dettes représentées par un titre	3.6	2 900 102	2 773 521
Autres passifs	3.7	277 399	362 971
Comptes de régularisation	3.8	3 761 183	3 476 704
Provisions	3.9	1 492 835	1 042 940
Dettes subordonnées	3.10	4 415 473	4 415 668
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	3.11	392 137	392 137
Capitaux propres hors FRBG	3.12	21 118 905	19 867 499
Capital souscrit		12 097 944	10 944 720
Primes d'émission		5 803 904	5 046 620
Réserves		1 735 675	1 625 401
Report à nouveau		3 065	45 265
Résultat de l'exercice (+/-)		1 478 317	2 205 493
TOTAL DU PASSIF		300 841 834	269 819 603
Hors bilan			
<i>en milliers de francs CFP</i>	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Engagements reçus			
Engagements de garantie	4.1	1 164 354	1 486 199
Engagements sur titres		0	1 486 199

II.-COMPTE DE RESULTAT

<i>en milliers de francs CFP</i>	Notes	Exercice 2016	Exercice 2015
Intérêts et produits assimilés	5.1	9 112 326	9 711 297
Intérêts et charges assimilées	5.1	-2 764 705	-3 699 725
Produits sur opérations de crédit-bail et de locations simples		-2 228	732
Revenus des titres à revenu variable	5.2	25 971	35 061
Commissions (produits)	5.3	2 059 616	2 082 003
Commissions (charges)	5.3	-395 502	-363 342
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	5.4	222 176	226 481
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	5.5	-5 595	-8 167
Autres produits d'exploitation bancaire	5.6	49 764	71 584
Autres charges d'exploitation bancaire	5.6	-231 648	-108 589
Produit net bancaire		8 070 175	7 947 335

Charges générales d'exploitation	5.7	-4 478 419	-4 414 731
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-275 421	-258 885
Résultat brut d'exploitation		3 316 335	3 273 719
Coût du risque	5.8	-829 233	-167 241
Résultat d'exploitation		2 487 102	3 106 478
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	5.9	-162 302	-248 012
Résultat courant avant impôt		2 324 800	2 858 466
Résultat exceptionnel	5.11	0	0
Impôt sur les bénéfices	5.11	-846 483	-652 973
RESULTAT NET		1 478 317	2 205 493

III.-NOTES ANNEXES AUX COMPTES INDIVIDUELS ANNUELS

Note 1.- Cadre général

1.1 Le Groupe BPCE

Le Groupe BPCE (l'établissement est intégré aux comptes consolidés du Groupe BPCE, ces comptes sont disponibles au siège social de l'organe central BPCE SA ainsi que sur le site internet institutionnel de BPCE) dont fait partie la Banque de Nouvelle Calédonie comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 15 Banques Populaires et les 17 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Epargne comprend les Caisses d'Epargne et les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Epargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Epargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

BPCE

Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la Loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 15 Banques Populaires et les 17 Caisses d'Epargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de détail, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Les principales filiales de BPCE sont organisées autour de trois grands pôles :

- Natixis, structure cotée dont le capital est détenu à 71,03 %, qui réunit la Banque de Grande Clientèle, l'Epargne et les Services Financiers Spécialisés ;
- la Banque commerciale et Assurance (dont le Crédit Foncier, la Banque Palatine et BPCE International) ;
- les filiales et participations financières.
- la Banque commerciale et Assurance (dont le Crédit Foncier, la Banque Palatine et BPCE International) ;
- les filiales et participations financières.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

BPCE International

BPCE International est une société anonyme à conseil d'administration dont le capital est intégralement détenu par BPCE.

Le Groupe BPCE International a pour vocation de porter les développements du Groupe BPCE à l'international et à l'outre-mer français du Pacifique.

Dans ce cadre, la holding anime et pilote la stratégie des banques du réseau. Elle assiste ses filiales en matière de développement commercial et de gestion financière et administrative.

BPCE International détient 96,93 % du capital de la Banque de Nouvelle Calédonie au décembre 2016.

1.2 Mécanisme de garantie

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément à l'article L.512-107 6 du code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière au sein des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux, notamment en mettant en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en créant un fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux déjà existants ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds Réseau Banque Populaire, le Fonds Réseau Caisse d'Epargne et de Prévoyance et le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds Réseau Banque Populaire** est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds Réseau Caisse d'Epargne et de Prévoyance** fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros, effectué par les Caisses dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 181,3 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds Réseau Banques Populaires, du Fonds Réseau Caisses d'Epargne et de Prévoyance et du Fonds de Garantie Mutuel ne pourra être inférieur à 0,15 % et ne pourra excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

La constitution par une Banque Populaire ou une Caisse d'Epargne d'un dépôt donne lieu à l'affectation au fonds pour risques bancaires généraux de cet établissement d'un montant identifié équivalent, exclusivement au titre du système de garantie et de solidarité.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité de cette dernière avec laquelle elles sont agréées collectivement en application de l'article R.515-1 du Code monétaire et financier.

La liquidité et la solvabilité des Caisses de Crédit Maritime Mutuel sont garanties au premier niveau pour chaque Caisse considérée, par la Banque Populaire qui en est l'actionnaire de référence et l'opératrice au titre de l'adossment technique et fonctionnel de la Caisse à la Banque Populaire d'adossment.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

1.3 Evénements significatifs

Aucun événement significatif n'est à signaler au titre de l'exercice 2016.

1.4 Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à signaler.

Note 2.- Principes et méthodes comptables

2.1 Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Les comptes individuels annuels de la Banque de Nouvelle Calédonie sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

2.2 Changements de méthodes comptables

La recommandation ANC n° 2013-12 du 7 novembre 2013, relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et engagements similaires, autorise 2 méthodes possibles en ce qui concerne le traitement des modifications d'hypothèses actuarielles dites « écarts actuariels ».

La méthode appliquée par la Banque de Nouvelle Calédonie jusqu'au 31 décembre 2015 consistait à prendre en compte immédiatement les écarts actuariels. Un changement de méthode a été opéré à compter du 1^{er} janvier 2016, méthode dite « du corridor », et qui prévoit la prise en compte de manière étalée de ces écarts actuariels.

Le changement de méthode opéré étant rétrospectif, il en est résulté une diminution de capitaux propres pour un montant de 9.278.293 XPF.

Par ailleurs, les textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2016 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

2.3 Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.3.1 Opérations en devises

Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice. Les gains et pertes de change latents et définitifs sont enregistrés en compte de résultat. Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

Les immobilisations et titres de participation en devises financés en euros restent valorisés au coût d'acquisition.

Les opérations de change au comptant non dénouées sont valorisées au cours de clôture de l'exercice.

Les reports et déports sur les contrats de change à terme de couverture sont étalés *pro rata temporis* en compte de résultat. Les autres contrats de change et les instruments financiers à terme en devises sont évalués au prix du marché. Les contrats de change à terme secs ou couverts par des instruments à terme sont réévalués au cours du terme restant à courir. Les swaps cambistes s'enregistrent comme des opérations couplées d'achats au comptant et de ventes à terme de devises. Les swaps financiers de devises sont assujettis aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

2.3.2 Opérations avec les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au

titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus. Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois, six mois en matière immobilière et neuf mois pour les créances sur les collectivités territoriales.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

Opérations de pension

Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-06 de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêtés comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Coût du risque ».

Quand le risque de crédit est identifié, non pas sur base individuelle, mais sur la base d'un portefeuille d'encours présentant des caractéristiques de risques similaires et pour lequel les informations disponibles permettent d'anticiper un risque de défaillance et de pertes à l'échéance, il est constaté sous forme de provision au passif.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

2.3.3 Titres

Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

Titres de transaction

Il s'agit des titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Pour être éligible dans cette catégorie, les titres doivent, à la date de comptabilisation initiale, être négociables sur un marché actif et les prix du marché doivent être accessibles et représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

Les titres de transaction sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. En cas de vente à découvert, la dette est inscrite au passif pour le prix de vente des titres, frais exclus.

A la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent : le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable, et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie de bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

La Banque de Nouvelle Calédonie ne détient pas de titres de transaction.

Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés ».

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés ».

Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « Titres de transaction » ou de la catégorie « Titres de placement » avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

La Banque de Nouvelle Calédonie ne détient pas de titres d'investissement.

Titres de l'activité de portefeuille

L'activité de portefeuille consiste à investir avec pour objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Il ne peut s'agir en principe que de titres à revenu variable. Cette activité doit être exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré procurant une rentabilité récurrente provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

La Banque de Nouvelle Calédonie ne détient pas de titres de l'activité de portefeuille.

Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus si les montants sont significatifs.

A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

Autres titres détenus à long terme

Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

Reclassement d'actifs financiers

Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) reprend les dispositions de l'avis n° 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie « Titres de transaction » et hors de la catégorie « Titres de placement ».

Le reclassement hors de la catégorie « Titres de transaction », vers les catégories « Titres d'investissement » et « Titres de placement » est désormais possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Le transfert de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement » est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

A noter que le Conseil national de la comptabilité, dans son communiqué du 23 mars 2009, précise que « les possibilités de transferts de portefeuille, en particulier du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement telles qu'elles étaient prévues par l'article 19 du règlement CRB n°90-01 avant sa mise à jour par le règlement n° 2008-17 du CRC restent en vigueur et ne sont pas abrogées par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Le règlement n° 2008-17 du CRC remplacé par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) prévoyant des possibilités additionnelles de transferts entre portefeuilles, ces nouvelles possibilités de transferts complètent celles précédemment définies, et ce, à compter de la date d'application de ce règlement le 1^{er} juillet 2008.

Par conséquent, un reclassement du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement demeure possible sur simple changement d'intention, si au jour du transfert, tous les critères du portefeuille d'investissement sont remplis.

La Banque de Nouvelle Calédonie n'a pas enregistré de reclassement d'actifs financiers pendant l'exercice écoulé.

2.3.4 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de l'ANC.

Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les logiciels sont amortis sur une durée maximum 5 ans. La quote-part d'amortissement supplémentaire dont peuvent bénéficier les logiciels, en application des dispositions fiscales, est inscrite en amortissement dérogatoire.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail sont amortis de manière linéaire, sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

Immobilisations corporelles

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien :

Postes	Durée
Murs, fondations, charpentes et cloisons fixes	20 à 50 ans
Toitures	25 ans
Ascenseurs	15 ans
Installations de chauffage ou de climatisation	10 ans
Eléments de signalétique et façade	5 à 10 ans
Ouvrants (portes et fenêtres)	20 ans
Clôtures	10 ans
Matériel de sécurité	5 à 7 ans
Câblages	10 ans
Autres agencements et installations des constructions	10 ans

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations libellé en devises est converti en euros au cours du jour de l'opération. Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Les immeubles de placement constituent des immobilisations hors exploitation et sont comptabilisés suivant la méthode des composants.

2.3.5 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir.

Pour les dettes structurées, en application du principe de prudence, seule la partie certaine de la rémunération ou du principal est comptabilisée. Un gain latent n'est pas enregistré. Une perte latente fait l'objet d'une provision.

2.3.6 Dettes subordonnées

Les dettes subordonnées regroupent les fonds provenant de l'émission de titres ou d'emprunts subordonnés, à durée déterminée ou à durée indéterminée, et les dépôts de garantie à caractère mutuel. Le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.3.7 Provisions

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L.311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du CRC n° 2000-06.

Il comprend notamment une provision pour engagements sociaux et une provision pour risques de contrepartie.

Engagements sociaux

Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des Normes comptables. Ils sont classés en 4 catégories :

- Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice y compris pour les montants restant dus à la clôture.

- Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

- Indemnités de fin de contrat de travail

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

- Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non-reconnus.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10 % des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, et le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

Provisions épargne logement

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui commercialisent ces produits :

- l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne logement d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne logement d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

- l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- l'encours de crédits en risque correspond aux encours de crédits déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne logement.

Les résultats des périodes futures sur la phase d'épargne sont déterminés, pour une génération considérée, par différence entre le taux réglementé offert et la rémunération attendue pour un produit d'épargne concurrent.

Les résultats des périodes futures sur la phase de crédit sont déterminés par différence entre le taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL, et le taux anticipé des prêts à l'habitat non réglementés.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable, une provision est constituée, sans compensation entre les générations. Les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux d'intérêt et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produit net bancaire.

2.3.8 Fonds pour risques bancaires généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF.

Ils comprennent également les montants dotés aux fonds constitués dans le cadre du mécanisme de garantie (cf. §1.2).

2.3.9 Instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

Opérations fermes

Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- microcouverture (couverture affectée) ;
- macrocouverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives / positions ouvertes isolées ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés *prorata temporis* dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation » est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

En cas de surcouverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture, à hauteur de la quote-part en surcouverture, si l'instrument est en moins-value latente. Dans ce cas, la dotation aux provisions affectera le poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits *prorata temporis* en compte de résultat au poste « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou *prorata temporis* selon la nature de l'instrument.

La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré).

Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché.

Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie et valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs. Les dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf note 1.2.) ne font pas l'objet de ces ajustements de valorisation. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation ».

Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;
- pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

Opérations conditionnelles

Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. A la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

2.3.10 Intérêts et assimilés - Commissions

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat *prorata temporis*.

Le groupe a choisi l'option suivante concernant les intérêts négatifs :

- lorsque la rémunération d'un actif est négative, elle est présentée au compte de résultat en diminution des produits d'intérêts ;
- lorsque la rémunération d'un passif est positive, elle est présentée au compte de résultat en diminution des charges d'intérêts.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

2.3.11 Revenus des titres

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent. Ils sont enregistrés en « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice. Il en est de même pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée répondant à la définition d'un instrument de fonds propres prudentiels Tier 1. Le groupe considère en effet que ces revenus ont le caractère d'intérêts.

2.3.12 Contributions aux mécanismes de résolution bancaire

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. En 2016, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), dans sa décision n°2016-C-51 du 10 octobre 2016, a arrêté une méthode de calcul par stock des contributions pour le mécanisme des dépôts. Il en est résulté un ajustement positif ou négatif selon les établissements. Pour le fonds de garantie des dépôts, le montant cumulé des contributions nettes reçues en 2016 de la part du fonds au titre des mécanismes de dépôts, cautions et titres représente 552,6 milliers d'euros. Les cotisations remboursées (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 18,1 milliers d'euros. Les contributions remboursées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élèvent à 1 089,9 milliers d'euros.

La directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds devient un Fonds de Résolution Unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique). Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

En 2016, conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions pour l'année 2016. Le montant des contributions est nul pour la Banque de Nouvelle Calédonie. Le cumul des contributions inscrites à l'actif du bilan s'élève à 117,7 milliers d'euros.

Note 3.- Informations sur le bilan

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations. Certaines informations relatives au risque de crédit requises par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont présentées dans le rapport de gestion des risques. Elles font partie des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.

3.1 Opérations interbancaires**ACTIF**

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2016	31/12/2015
Comptes ordinaires	27 407 323	8 043 336
Créances à vue	27 407 323	8 043 336
Comptes et prêts à terme	32 585 713	26 058 084
Créances à terme	32 585 713	26 058 084
Créances rattachées	21 375	66 203
TOTAL	60 014 411	34 167 623

Les créances sur opérations avec le réseau se décomposent en 26.273.978 milliers de francs CFP à vue et 26.185.296 milliers de francs CFP à terme. La centralisation à la Caisse des dépôts et consignations de la collecte du Livret A représente 4.851.887 milliers de francs CFP au 31 décembre 2016.

PASSIF

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2016	31/12/2015
Comptes ordinaires créditeurs	391 341	376 128
Autres sommes dues	5 274	3 372
Dettes à vue	396 615	379 500
Comptes et emprunts à terme	102 039 846	65 342 307
Valeurs et titres donnés en pension à terme	4 197 181	4 251 793
Dettes rattachées à terme	276 388	516 046
Dettes à terme	106 513 415	70 110 146
TOTAL	106 910 030	70 489 646

Les dettes sur opérations avec le réseau se décomposent en 63.603 milliers de francs CFP à vue et 99.213.080 milliers de francs CFP à terme.

3.2 Opérations avec la clientèle**3.2.1 Opérations avec la clientèle****CREANCES SUR LA CLIENTELE****ACTIF**

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2016	31/12/2015
Comptes ordinaires débiteurs	7 190 211	8 724 108
Créances commerciales	709 383	735 762
Crédits de trésorerie et de consommation	34 098 337	31 458 536
Crédits à l'équipement	63 601 722	60 421 136
Crédits à l'habitat	106 966 865	101 335 108
Autres crédits à la clientèle	6 839 164	8 046 709
Autres	835 517	777 427
Autres concours à la clientèle	212 341 605	202 038 916
Créances rattachées	887 949	998 530
Créances douteuses	5 462 203	5 138 321
Dépréciations des créances sur la clientèle	2 499 059	2 067 640
TOTAL	224 092 292	215 567 997
<i>Dont créances restructurées</i>	<i>693 286</i>	<i>314 223</i>
<i>Dont créances restructurées reclassées en encours sains</i>	<i>117 319</i>	<i>181 879</i>

Les créances sur les établissements de crédit éligibles au refinancement de l'Institut d'Emission d'Outre-Mer de Nouvelle-Calédonie se montent à 4.197.181 milliers de francs CFP.

DETTES VIS-A-VIS DE LA CLIENTELE**PASSIF**

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2016	31/12/2015
Comptes d'épargne à régime spécial	27 290 591	26 335 313

<i>Livret A</i>	9 511 255	9 727 607
<i>PEL / CEL</i>	1 226 924	1 251 037
<i>Autres comptes d'épargne à régime spécial (*)</i>	16 552 412	15 356 669
Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle (1)	129 288 689	135 756 695
Dépôts de garantie	3 880	3 746
Autres sommes dues	1 557 077	1 560 111
Dettes rattachées	1 433 533	3 325 508
TOTAL	159 573 770	166 981 373

(*)Les autres comptes d'épargne à régime spécial comprennent notamment les livrets ordinaires pour 16.278.485 milliers de francs CFP.

(1) Détail des comptes et emprunts auprès de la clientèle

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2016			31/12/2015		
	À vue	À terme	Total	À vue	À terme	Total
Comptes ordinaires créditeurs	66 521 474	0	66 521 474	63 721 280	0	63 721 280
Autres comptes et emprunts		62 767 215	62 767 215		72 035 415	72 035 415
TOTAL	66 521 474	62 767 215	129 288 689	63 721 280	72 035 415	135 756 695

3.2.2 Répartition des encours de crédit par agent économique

<i>en milliers de francs CFP</i>	Créances saines	Créances douteuses		Dont créances douteuses compromises	
	Brut	Brut	Dépréciation individuelle	Brut	Dépréciation individuelle
Sociétés non financières	100 457 009	3 910 178	1 959 506	2 691 565	1 414 056
Entrepreneurs individuels	559 454	43 506	17 796	32 273	17 500
Particuliers	107 794 178	1 418 530	476 549	904 820	433 438
Administrations privées	631 270	89 989	45 209	89 989	45 209
Administrations publiques et sécurité sociale	9 206 340	0	0	0	0
Autres	2 480 896	0	0	0	0
TOTAL AU 31 DECEMBRE 2016	221 129 147	5 462 203	2 499 059	3 718 647	1 910 203
TOTAL AU 31 DECEMBRE 2015	212 497 317	5 138 320	2 067 640	3 189 796	1 824 978

3.3 Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable

3.3.1 Portefeuille titres

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2016		31/12/2015	
	Placement	Total	Placement	Total
Montants bruts	145 877	145 877	178 956	178 956
Dépréciations	-95 526	-95 526	-89 931	-89 931
Actions et autres titres à revenu variable	50 351	50 351	89 025	89 025
TOTAL	50 351	50 351	89 025	89 025

Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe

La Banque de Nouvelle Calédonie ne détient pas d'effets publics, d'obligations et autres titres à revenus fixes.

Actions et autres titres à revenu variable

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2016		31/12/2015	
	Placement	Total	Placement	Total
Titres non cotés	50 351	50 351	89 025	89 025
TOTAL	50 351	50 351	89 025	89 025

La totalité des actions et autres titres à revenu variable concerne des OPCVM de capitalisation, aussi bien en 2016 qu'en 2015.

3.3.2 Evolution des titres d'investissement

La Banque de Nouvelle Calédonie ne détient pas de titres d'investissement.

3.3.3 Reclassements d'actifs

L'établissement n'a pas opéré de reclassements d'actif.

3.4 Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme

3.4.1 Evolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2015	Augmentation	Diminution	31/12/2016
Participations et autres titres détenus à long terme	3 810 296	625 442	423 549	4 012 189
Parts dans les entreprises liées	192 348	0	0	192 348
Valeurs brutes	4 002 644	625 442	423 549	4 204 537
Participations et autres titres à long terme	-1 060 868	-197 442	-120 179	-1 138 132
Dépréciations	-1 060 868	-197 442	-120 179	-1 138 132
TOTAL	2 941 776	428 000	303 370	3 066 406

Tout comme au 31 décembre 2015, la Banque de Nouvelle Calédonie ne détient au 31 décembre 2016 pas de parts de sociétés civiles immobilières parmi les immobilisations financières.

Les autres titres détenus à long terme incluent notamment les certificats d'associés et d'association au fonds de garantie des dépôts (49.648 milliers de francs CFP).

Les augmentations et diminutions de titres sont essentiellement dues aux opérations de défiscalisation.

3.4.2 Tableau des filiales et participations

Les montants sont exprimés en milliers de francs CFP.

Filiales et participations	Capital 31/12/2016	Capitaux propres autres que le capital y compris FRBG le cas échéant 31/12/2016	Quote-part du capital détenue (en %) 31/12/2016	Valeur comptable des titres détenus au 31/12/2016		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés et TSDI en 2016	Montants des cautions et avals donnés par la société en 2016	CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé 31/12/2016	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) 31/12/2016	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice en 2016
				Brute	Nette					
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1% du capital de la société astreinte à la publication										
I. Filiales (détenues à + de 50%)										
Société Havraise Calédonienne	28 000	92 233	92,72%	192 348	192 348	574 113	28 304	135 380	14 537	0
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas un 1% du capital de la société astreinte à la publication										
Certificats d'associations				27 756	27 756		0			0
				21 892	21 892					
Participations dans les sociétés françaises				3 920 229	2 781 708	120 341	95 248			25 971

3.4.3 Entreprises dont l'établissement est associé indéfiniment responsable

La Banque de Nouvelle Calédonie n'est associée indéfiniment responsable dans aucune structure.

3.4.4 Opérations avec les entreprises liées

<i>En milliers de francs CFP</i>	31/12/2016			31/12/2015
	Etablissements de crédit	Autres entreprises	Total	Total
Créances	53 802 508	581 710	54 384 218	25 163 022
Dettes	104 496 689	1 420	104 498 109	66 587 831
<i>Dont subordonnées</i>	<i>4 415 472</i>	<i>0</i>	<i>4 415 472</i>	<i>4 415 667</i>

Il n'y a pas de transaction significative conclue à des conditions hors marché avec une partie liée.

3.5 Immobilisations incorporelles et corporelles

3.5.1 Immobilisations incorporelles

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2015	Augmentation	Autres mouvements	31/12/2016
Droits au bail et fonds commerciaux	1 401 166			1 401 166
Logiciels	1 007 172	26 052	139 035	1 172 259
Autres	64 104	74 932	-139 035	1
Valeurs brutes	2 472 442	100 984	0	2 573 426
Droits au bail et fonds commerciaux	-749 818			-749 818
Logiciels	-976 089	-39 393		-1 015 482
Amortissements et dépréciations	-1 725 907	-39 393	0	-1 765 300
TOTAL VALEURS NETTES	746 536	61 591	0	808 126

3.5.2 Immobilisations corporelles

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2015	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2016
Terrains	35 574				35 574
Constructions	536 111		-17 798	2 073	520 386
Autres	3 061 334	277 504	-177 706	-2 073	3 159 060

Immobilisations corporelles d'exploitation	3 633 019	277 504	-195 504	0	3 715 020
Immobilisations hors exploitation	129 358	6 685	-2 453	0	133 590
Valeurs brutes	3 762 377	284 189	-197 957	0	3 848 609
Constructions	-404 812	-14 950	17 798		-401 963
Autres	-1 912 355	-221 285	175 785		-1 957 855
Immobilisations corporelles d'exploitation	-2 317 167	-236 234	193 583	0	-2 359 818
Immobilisations hors exploitation	-97 270	-1 932	2 453		-96 749
Amortissements et dépréciations	-2 414 435	-238 166	196 036	0	-2 456 566
TOTAL VALEURS NETTES	1 347 942	46 022	-1 921	0	1 392 043

3.6 Dettes représentées par un titre

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2016	31/12/2015
Emprunts obligataires	2 900 102	2 773 521
TOTAL	2 900 102	2 773 521

Les primes de remboursement ou d'émission restant à amortir s'élèvent à 83.191 milliers de francs CFP.

Le solde non amorti correspond à la différence entre le montant initialement reçu et le prix de remboursement des dettes représentées par un titre.

3.7 Autres actifs et autres passifs

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2016		31/12/2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus	3 970	0	5 750	0
Créances et dettes sociales et fiscales	722 027	218 676	982 621	296 114
Dépôts de garantie versés et reçus	7 449	0	6 996	0
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers	323 525	58 723	447 917	66 857
TOTAL	1 056 971	277 399	1 443 284	362 971

3.8 Comptes de régularisation

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2016		31/12/2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises	5 857	0	5 162	0
Charges et produits constatés d'avance	300 429	1 205 720	241 107	1 131 280
Produits à recevoir/Charges à payer (1)	187 110	1 146 262	182 413	1 175 182
Valeurs à l'encaissement	1 093 372	1 309 534	544 103	1 091 254
Autres (2)	1 130 692	99 667	1 740 551	78 988
TOTAL	2 717 460	3 761 183	2 713 336	3 476 704

(1) Dont notamment pour les produits à recevoir (à l'actif) : 80.127 milliers de francs CFP d'opérations non bancaires; et pour les charges à payer (au passif) : 753.792 milliers de francs CFP concernant la rémunération du personnel, et 354.434 milliers de francs CFP concernant les services extérieurs.

(2) Dont notamment à l'actif : le compte pivot du service crédit pour 856.472 milliers de francs CFP dû essentiellement aux opérations de défiscalisation en cours de traitement.

3.9 Provisions

3.9.1 Tableau de variations des provisions

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2015	Dotations	Reprises	Impact changement de méthode	31/12/2016
Provisions pour risques de contrepartie	299 918	237 415	-12 300		525 033
Provisions pour engagements sociaux	493 863	18 242	0	9 278	521 383
Provisions pour PEL/CEL	11 231	0	-154		11 077
Provisions pour litiges	111 856	249 711	-24 887		336 680
Autres provisions pour risques	126 072	0	-27 410		98 662
TOTAL	1 042 940	505 368	-64 751	9 278	1 492 835

Suite à un reclassement, les soldes au 31/12/2015 ont été modifiés pour les provisions pour engagements sociaux (- 1.000 milliers de francs CFP), pour litiges (+ 30.000 milliers de francs CFP), et les autres provisions (- 29.000 milliers de francs CFP).

3.9.2 Provisions et dépréciations constituées en couverture du risque de contrepartie

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2015	Dotations	Reprises	Utilisations	31/12/2016
Dépréciations sur créances sur la clientèle	2 067 640	1 004 377	396 548	176 409	2 499 061
Dépréciations sur autres créances	1 164 238	261 088	126 421	1 490	1 297 415
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs	3 231 878	1 265 466	522 969	177 899	3 796 476
Provisions sur engagements hors bilan (1)	63 923	175 021	11 280		227 665
Provisions pour risques de contrepartie clientèle (2)	235 995	62 394	1 020		297 370
Provisions pour risques de contrepartie inscrites au passif	299 919	237 415	12 300	0	525 034
TOTAL	3 531 797	1 502 881	535 268	177 899	4 321 510

(1) Dont risque d'exécution d'engagements par signature.

(2) Une provision pour risque est constituée sur le périmètre des engagements non douteux, inscrits au bilan ou au hors-bilan, pour lesquels les informations disponibles permettent d'anticiper un risque de défaillance et de pertes à l'échéance.

3.9.3 Provisions pour engagements sociaux

Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies concernent les régimes de retraites obligatoires gérés par la sécurité sociale et par les caisses de retraite AGIRC et ARRCO et des régimes sur complémentaires auxquels adhèrent les Caisses d'Epargne et les Banques Populaires. L'engagement de la Banque de Nouvelle Calédonie est limité au versement des cotisations (414.954 milliers de francs CFP en 2016).

Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et avantages à long terme

Les engagements de la Banque de Nouvelle Calédonie concernent les régimes suivants :

- le régime de retraite des Caisses d'Epargne, anciennement géré au sein de la Caisse Générale de Retraite des Caisses d'Epargne (CGRCE) désormais intégré au sein de la Caisse Générale de Prévoyance des Caisses d'Epargne (CGPCE) (régime de maintien de droit). Ce régime est fermé depuis le 31 décembre 1999 et les droits sont cristallisés à cette date. Le régime de maintien de droit est assimilé à un fonds d'avantages à long terme ;
- retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;
- autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

Ces engagements sont calculés conformément aux dispositions de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables.

Analyse des actifs et passifs comptabilisés au bilan

<i>en milliers de francs CFP</i>	Exercice 2016				Exercice 2015			
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme	Total	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme	Total
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail		Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	
Dette actuarielle	767 102	361 355	113 526	1 241 983	732 802	330 972	111 206	1 174 980
Juste valeur des actifs du régime	-833 688			-833 688	-793 650			-793 650
Effet du plafonnement d'actifs	128 524			128 524	112 534			112 534
Coût des services passés non reconnus				2 075 671				1 968 630
Solde net au bilan	61 938	361 355	113 526	536 819	51 686	330 972	111 206	493 864
Engagements sociaux passifs	61 938	361 355	113 526	536 819	51 686	330 972	111 206	493 864

Analyse de la charge de l'exercice

<i>en milliers de francs CFP</i>	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme	Exercice 2016	Exercice 2015
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Total	Total
Coût des services rendus	2 322	23 041	7 846	33 209	30 336
Coût financier	14 530	5 840	1 720	22 090	20 214
Prestations versées	-14 787	-23 336	-3 627	-41 750	-28 985
Autres	1 979	6 452	1 977	10 408	11 777
Total de la charge de l'exercice	4 044	11 997	7 916	23 957	33 342

Principales hypothèses actuarielles

	Exercice 2016	Exercice 2015
	CGPCE	CGPCE
taux d'actualisation	1,65%	1,99%

taux d'inflation	1,60%	1,70%
duration	19	18

Hors CGPCE et CAR-BP	Exercice 2016		Exercice 2015	
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies	Autres avantages à long terme	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies	Autres avantages à long terme
	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail
taux d'actualisation	1,11%	1,27%	1,73%	1,47%
taux d'inflation	1,60%	1,60%	1,70%	%
duration	14	10	13,00	10

Les tables de mortalité utilisées sont :

- TGH05/TGF05 pour les IFC, médailles et autres avantages ainsi que pour CGPCE et CARBP.

Le taux d'actualisation utilisé est issu de la courbe des emprunteurs de première catégorie (courbe « EUR Composite (AA) »).

3.9.4 Provisions PEL / CEL

Encours de dépôts collectés

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2016	31/12/2015
* ancienneté de moins de 4 ans	516 350	555 170
* ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	262 114	292 777
* ancienneté de plus de 10 ans	274 362	216 474
Encours collectés au titre des plans épargne logement	1 052 826	1 064 420
Encours collectés au titre des comptes épargne logement	174 098	186 617
TOTAL	1 226 924	1 251 037

Encours de crédits octroyés

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2016	31/12/2015
Encours de crédits octroyés	10 222	14 435
* au titre des plans épargne logement		
* au titre des comptes épargne logement	5 821	6 023
TOTAL	16 043	20 458

Provisions sur engagements liés aux comptes et plans épargne-logement (PEL et CEL)

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2015	Dotations / reprises nettes	31/12/2016
* ancienneté de moins de 4 ans	6 562	1 136	7 698
* ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	2 035	-697	1 338
* ancienneté de plus de 10 ans	583	233	816
Provisions constituées au titre des plans épargne logement	9 180	672	9 852
Provisions constituées au titre des comptes épargne logement	2 296	-880	1 415
Provisions constituées au titre des crédits PEL	-189	56	-133
Provisions constituées au titre des crédits CEL	-56	-2	-57
Provisions constituées au titre des crédits épargne logement	-244	54	-190
TOTAL	11 231	-154	11 077

3.10 Dettes subordonnées

<i>En milliers de francs CFP</i>	31/12/2016	31/12/2015
Dettes subordonnées à durée déterminée	4 415 274	4 415 274
Dettes rattachées	199	394
TOTAL	4 415 473	4 415 668

La Banque de Nouvelle Calédonie a émis des prêts subordonnés remboursables souscrits par BPCE international. Ces emprunts subordonnés ont les caractéristiques suivantes :

Devise	Date d'émission	Encours au 31/12/2016 en milliers de francs CFP	en milliers de francs CFP	Taux	Majoration d'intérêts en points de base (1)	Date d'échéance si non déterminé
EUR	29/06/2007	1 193 317	1 193 317	Euribor 3 mois	50 PB	29/06/2019
EUR	29/06/2007	477 327	477 327	Euribor 3 mois	50 PB	29/06/2017
EUR	19/12/2007	2 386 635	2 386 635	Euribor 3 mois	50 PB	19/12/2017
EUR	19/12/2007	357 995	357 995	Euribor 3 mois	50 PB	19/12/2017
TOTAL		4 415 274	4 415 274			

3.11 Fonds pour risques bancaires généraux

en milliers de francs CFP	31/12/2015	31/12/2016
Fonds pour risques bancaires généraux	392 137	392 137
TOTAL	392 137	392 137

3.12 Capitaux propres

en milliers de francs CFP	Capital	Primes d'émission	Réserves/ autres	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
TOTAL AU 31 DECEMBRE 2014	9843480	4 330 814	1518437	36 329	2139282	17 868 342
Mouvements de l'exercice	1 101 240	715 806	106 964	8 936	66 211	1 999 157
TOTAL AU 31 DECEMBRE 2015	10 944 720	5 046 620	1 625 401	45 265	2 205 493	19 867 499
Impact changement de méthode (1)				-9 278		-9 278
Affectation résultat 2013			110274	-32 922	-77 353	-1
Distribution de dividendes					-2 128 140	-2 128 140
Augmentation de capital	1153224	757 284				1 910 508
Résultat de la période					1 478 317	1 478 317
TOTAL AU 31 DECEMBRE 2016	12 097 944	5 803 904	1 735 675	3 065	1 478 317	21 118 905

(1) Cette année, la banque de Nouvelle Calédonie a opéré un changement de méthode en mettant en application la méthode du corridor. Selon cette méthode, certains écarts actuariels peuvent ne pas être enregistrés. 9,28 M.XPF ont été imputés sur le report à nouveau au titre du changement de méthode opéré en date du 1er janvier 2016.

Le capital social de la Banque de Nouvelle Calédonie s'élève à 12.097.944 milliers de francs CFP et est composé de 672.108 actions ordinaires de 18.000 francs CFP de nominal.

3.13 Durée résiduelle des emplois et ressources

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

en milliers de francs CFP	31/12/2016						
	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	Total
Créances sur les établissements de crédit	19 916 977	1 091 136	617 521	9 889 289	1 070 790	27 428 699	60 014 411
Opérations avec la clientèle	3 015 870	6 069 277	21 177 432	85 588 185	95 741 424	12 500 105	224 092 292
Total des emplois	22 932 847	7 160 413	21 794 952	95 477 474	96 812 214	39 928 803	284 106 703
Dettes envers les établissements de crédit	20 406 299	26 567 621	8 961 825	42 409 577	3 694 523	4 870 184	106 910 030
Opérations avec la clientèle	7 693 028	15 459 413	25 546 321	14 569 144	552 136	95 753 728	159 573 770
Dettes représentées par un titre	0	0	0	2 900 102	0	0	2 900 102
Dettes subordonnées	0	0	3 221 957	1 193 317	0	199	4 415 473
Total des ressources	28 099 327	42 027 035	37 730 103	61 072 140	4 246 659	100 624 111	273 799 375

Note 4.- Informations sur le hors bilan et opérations assimilées

4.1 Engagements reçus et donnés

4.1.1 Engagement de financement

en milliers de francs CFP	31/12/2016	31/12/2015
Ouverture de crédits documentaires	975 067	777 243
Autres ouvertures de crédits confirmés	31 610 557	29 646 659
Autres engagements	125 504	172 682
En faveur de la clientèle	32 711 128	30 596 584
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNÉS	32 711 128	30 596 584

4.1.2 Engagements de garantie

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2016	31/12/2015
Autres garanties	13 723	13 723
D'ordre d'établissements de crédit	13 723	13 723
Cautions immobilières	2 466 064	3 176 976
Cautions administratives et fiscales	6 553 049	6 985 952
Autres cautions et avals donnés	6 693 666	6 701 098
Autres garanties données	8 515 564	9 245 180
D'ordre de la clientèle	24 228 343	26 109 206
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	24 242 066	26 122 929
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	1 164 354	1 486 199
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS	1 164 354	1 486 199

4.1.3 Autres engagements ne figurant pas au hors bilan

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2016	31/12/2015
	Engagements donnés	Engagements donnés
Autres valeurs affectées en garantie en faveur d'établissements de crédit	4 197 181	4 251 793
TOTAL	4 197 181	4 251 793

Au 31 décembre 2016, les créances données en garantie dans le cadre des dispositifs de refinancement incluent plus particulièrement :

- 4.197.181 milliers de francs CFP de créances mobilisées auprès de l'Institut d'Emission d'Outre-Mer dans le cadre du dispositif de réescompte contre 4.251.793 milliers de francs CFP au 31 décembre 2015,

Aucun autre engagement significatif n'a été donné par la Banque de Nouvelle Calédonie en garantie de ses propres engagements ou pour le compte de tiers.

Par ailleurs, la Banque de Nouvelle Calédonie n'a pas reçu de montant significatif d'actifs en garantie.

4.2 Opérations sur instruments financiers à terme

4.2.1 Instruments financiers et opérations de change à terme

<i>en milliers de francs CFP</i>	Couverture	Total	Juste valeur	Couverture	Total	Juste valeur
Swaps de taux d'intérêt	1 318 438	1 318 438	107 661	1 633 759	1 633 759	155 090
Opérations de gré à gré	1 318 438	1 318 438	107 661	1 633 759	1 633 759	155 090
TOTAL OPÉRATIONS FERMES	1 318 438	1 318 438	107 661	1 633 759	1 633 759	155 090
Options de taux d'intérêt	277 977	277 977	4 174	355 083	355 083	5 981
Opérations de gré à gré	277 977	277 977	4 174	355 083	355 083	5 981
TOTAL OPÉRATIONS CONDITIONNELLES	277 977	277 977	4 174	355 083	355 083	5 981
TOTAL INSTRUMENTS FINANCIERS ET DE CHANGE À TERME	1 596 415	1 596 415	111 835	1 988 843	1 988 843	161 071

Les montants notionnels des contrats recensés dans ce tableau ne constituent qu'une indication de volume de l'activité de la Banque de Nouvelle Calédonie sur les marchés d'instruments financiers à la clôture de l'exercice et ne reflètent pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Les engagements sur instruments de taux d'intérêt négociés sur des marchés de gré à gré portent sur des swaps de taux pour les opérations à terme fermes, et sur des contrats de garantie de taux pour les opérations conditionnelles.

4.2.2 Ventilation par type de portefeuille des instruments financiers de taux d'intérêt négociés sur un marché de gré à gré

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2016		31/12/2015	
	Micro- couverture	Total	Micro- couverture	Total
Swaps de taux d'intérêt	1 318 438	1 318 438	1 633 759	1 633 759
Opérations fermes	1 318 438	1 318 438	1 633 759	1 633 759
Options de taux d'intérêt	277 977	277 977	355 083	355 083
Opérations conditionnelles	277 977	277 977	355 083	355 083
TOTAL	1 596 415	1 596 415	1 988 842	1 988 842

Il n'y a pas eu de transfert d'opérations vers un autre portefeuille au cours de l'exercice.

4.2.3 Durée résiduelle des engagements sur instruments financiers à terme

<i>en milliers de francs CFP</i>	31/12/2016			
	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Opérations de gré à gré	331 431	987 007		1 318 438
Opérations fermes	331 431	987 007	0	1 318 438

Opérations de gré à gré	148 853	81 589	47 535	277 977
Opérations conditionnelles	148 853	81 589	47 535	277 977
TOTAL	480 284	1 068 596	47 535	1 596 415

4.3 Ventilation du bilan par devise (optionnel)

La Banque de Nouvelle Calédonie ne présente au 31 décembre 2016 aucune position significative en devises l'exposant au risque de change.

4.4 Opérations en devises (optionnel)

La Banque de Nouvelle Calédonie ne présente au 31 décembre 2016 aucune opération en devises significative.

Note 5.- Informations sur le compte de résultat**5.1 Intérêts, produits et charges assimilés**

<i>en milliers de francs CFP</i>	Exercice 2016			Exercice 2015		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	10 630	-746 902	-736 272	153 333	-1 277 431	-1 124 098
Opérations avec la clientèle	9 079 206	-1 799 743	7 279 463	9 529 143	-2 182 952	7 346 191
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	-126 582	-126 582	0	-121 057	-121 057
Dettes subordonnées	0	-11 684	-11 684	0	-22 720	-22 720
Autres	22 490	-79 794	-57 304	28 821	-95 565	-66 744
TOTAL	9 112 326	-2 764 705	6 347 621	9 711 297	-3 699 725	6 011 572

Les produits d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit comprennent la rémunération des fonds du Livret A centralisés à la Caisse des dépôts et consignations.

La reprise de la provision épargne logement s'élève à 154 milliers de francs CFP pour l'exercice 2016, contre une dotation de 1.802 milliers de francs CFP pour l'exercice 2015.

5.2 Revenus des titres à revenu variable

<i>en milliers de francs CFP</i>	Exercice 2016	Exercice 2015
Participations et autres titres détenus à long terme	25 971	35 061
TOTAL	25 971	35 061

5.3 Commissions

<i>en milliers de francs CFP</i>	Exercice 2016			Exercice 2015		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire	0	-10 583	-10 583	0	-7 151	-7 151
Opérations avec la clientèle	1 057 915	0	1 057 915	1 099 873	0	1 099 873
Opérations sur titres	7 890	-2 307	5 583	10 262	-4 232	6 030
Moyens de paiement	486 877	-341 884	144 993	452 232	-304 952	147 280
Opérations de change	10 720	0	10 720	8 578	0	8 578
Engagements hors bilan	59 127	0	59 127	64 443	0	64 443
Prestations de services financiers	437 087	-40 728	396 359	446 615	-47 007	399 608
TOTAL	2 059 616	-395 502	1 664 114	2 082 003	-363 342	1 718 661

5.4 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

<i>en milliers de francs CFP</i>	Exercice 2016	Exercice 2015
Opérations de change	222 176	226 481
TOTAL	222 176	226 481

5.5 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

<i>en milliers de francs CFP</i>	Exercice 2016		Exercice 2015	
	Placement	Total	Placement	Total
Dépréciations				
Dotations	-5 595	-5 595	-8 167	-8 167
TOTAL	-5 595	-5 595	-8 167	-8 167

5.6 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

<i>en milliers de francs CFP</i>	Exercice 2016			Exercice 2015		
	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	Total

Activités immobilières	9 318	0	9 318	10 359	0	10 359
Autres activités diverses	40 440	-229 716	-189 276	60 156	-105 079	-44 923
Autres produits et charges accessoires	6	-1 932	-1 926	1 069	-3 510	-2 441
TOTAL	49 764	-231 648	-181 884	71 584	-108 589	-37 005

5.7 Charges générales d'exploitation

<i>en milliers de francs CFP</i>	Exercice 2016	Exercice 2015
Salaires et traitements	-2 150 811	-2 017 140
Charges de retraite et assimilées	-417 467	-373 200
Autres charges sociales	-409 485	-412 795
Intéressement des salariés	-124 524	-205 360
Impôts et taxes liés aux rémunérations	-17 419	-19 514
Total des frais de personnel	-3 119 706	-3 028 009
Impôts et taxes	-82 492	-123 733
Autres charges générales d'exploitation	-1 276 895	-1 263 851
Charges refacturées	674	862
Total des autres charges d'exploitation	-1 358 713	-1 386 722
TOTAL	-4 478 419	-4 414 731

L'effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est le suivant : 73 cadres et 277 non cadres, soit un total de 350 salariés.

5.8 Coût du risque

<i>en milliers de francs CFP</i>	Exercice 2016					Exercice 2015				
	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciations d'actifs										
Clientèle	-959 595	542 145	-192 463	3 884	-606 027	-654 067	463 308	-79 177	7 894	-262 042
Titres et débiteurs divers		1 910			1 910					0
Provisions					0					0
Engagements hors bilan	-175 021	11 280			-163 741	-8 064	59 181	0	0	51 117
Provisions pour risque clientèle	-62 394	1 020			-61 375	0	43 684	0		43 684
TOTAL	-1 197 010	556 355	-192 463	3 884	-829 233	-662 131	566 172	-79 177	7 894	-167 241
dont:										
reprises de dépréciations devenues sans objet		364 320					404 718			
reprises de dépréciations utilisées		179 736					58 590			
reprises de provisions devenues sans objet		12 300					102 864			
Total reprises nettes		556 355					566 172			

5.9 Gains ou pertes sur actifs immobilisés

<i>en milliers de francs CFP</i>	Exercice 2016			Exercice 2015		
	Participations et autres titres à long terme	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Participations et autres titres à long terme	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
Dépréciations						
Dotations	-197 630		-197 630	-236 331		-236 331
Reprises	120 367		120 367	65 350		65 350
Résultat de cession	-85 222	183	-85 222	-65 177	-11 854	-65 177
TOTAL	-162 485	183	-162 302	-236 158	-11 854	-248 012

5.10 Résultat exceptionnel

Aucun résultat exceptionnel n'a été comptabilisé au cours de l'exercice 2016.

5.11 Impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les sociétés s'analyse ainsi :

<i>en milliers de francs CFP</i>	Exercice 2016
Bases imposables aux taux de	30,00 %

Au titre du résultat courant	2 878 654
Au titre du résultat exceptionnel	
Imputation des déficits	0
Bases imposables	2 878 654
Impôt correspondant	863 596
+ CSA	386 798
+ Autres montants	194 116
- Déductions au titre des crédits d'impôts*	-598 027
Impôt comptabilisé	846 483
Provisions pour retour aux bénéfices des filiales	-
Provisions pour impôts	-
TOTAL	846 483

*La créance liée au crédit d'impôt PTZ imputée dans le cadre de la liquidation s'élève à 260.007 milliers de francs CFP.

5.12 Répartition de l'activité

La Banque de Nouvelle Calédonie exerce l'essentiel de ses activités dans le secteur de la Banque Commerciale et Assurance.

L'analyse géographique des indicateurs sectoriels repose par ailleurs sur le lieu d'enregistrement comptable des activités : la Banque de Nouvelle Calédonie réalise ses activités en Nouvelle-Calédonie.

Note 6.- Autres informations

6.1 Consolidation

En référence à l'article 4111-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), en application du § 1000 in fine du règlement n° 99-07 du Comité de la réglementation comptable, la Banque de Nouvelle Calédonie n'établit pas de comptes consolidés.

Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe BPCE international.

6.2 Honoraires des commissaires aux comptes

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES												
	TOTAL				PricewaterhouseCoopers Audit				KPMG			
	2016		2015		2016		2015		2016		2015	
en milliers de francs CFP	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Audit												
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels et consolidés	19 379	100%	16 574	100%	9 219	100%	8 976	100%	10 160	100%	7 598	100%
TOTAL	19 379	100%	16 574	100%	9 219	100%	8 976	100%	10 160	100%	7 598	100%
Variation (%)	17%				3%				34%			

6.3 Implantations dans les pays non coopératifs

L'article L. 511-45-I du Code monétaire et financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considérés comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvaient avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces États et territoires (mise en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 21 août 2013 pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts.

Au 31 décembre 2016, la Banque de Nouvelle Calédonie n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

Note 7. Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la Banque de Nouvelle Calédonie, 10 avenue du Maréchal Foch, Nouméa (Nouvelle-Calédonie).

1703578